

NORME CANADIENNE 14-101

DÉFINITIONS

PARTIE 1

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1 Définitions et interprétation

1) Tout terme défini ou interprété dans la loi de l'autorité intéressée indiquée à l'annexe B, sans que cette définition ou interprétation soit limitée à une partie déterminée de cette loi, possède, dans une norme canadienne, la même signification, à moins que le contexte n'exige un sens différent.

2) Une disposition ou un renvoi à l'intérieur d'une disposition d'une norme canadienne qui fait nommément référence à un territoire autre que le territoire intéressé est sans effet dans le territoire intéressé, à moins d'indication contraire dans la norme.

3) Dans une norme canadienne, il faut entendre par :

« ACVM » : le regroupement des Autorités canadiennes en valeurs mobilières;

« agent responsable » : dans le territoire intéressé, la personne indiquée vis-à-vis du territoire en question à l'annexe D;

« autorité en valeurs mobilières » : dans le territoire intéressé, la commission de valeurs ou l'organisme de réglementation analogue indiqué vis-à-vis du nom du territoire en question à l'annexe C;

« Autorités canadiennes en valeurs mobilières » : les commissions de valeurs et les autres autorités de réglementation analogues énumérées à l'annexe C;

« décisions générales » : les décisions prononcées selon la législation canadienne en valeurs mobilières dans certains territoires et qui sont applicables à une catégorie de personnes, d'opérations, d'opérations projetées, de titres ou de transactions boursières;

« directives canadiennes en valeurs mobilières » : les textes énumérés à l'annexe A;

« directives en valeurs mobilières » : dans le territoire intéressé, les textes indiqués vis-à-vis du nom du territoire en question à l'annexe A;

« institution financière canadienne » : une banque, une société de prêts, une société de fiducie, une société d'assurances, une caisse d'épargne (*treasury branch*), une caisse de crédit ou une caisse populaire autorisée à

NATIONAL INSTRUMENT 14-101

DEFINITIONS

PART 1

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1.1 Definitions and Interpretation

1) Every term that is defined or interpreted in the statute of the local jurisdiction referred to in Appendix B, the definition or interpretation of which is not restricted to a specific portion of the statute, has, if used in a national instrument, the meaning ascribed to it in that statute unless the context otherwise requires.

2) A provision or reference within a provision of a national instrument that specifically refers by name to a jurisdiction other than the local jurisdiction shall not have any effect in the local jurisdiction, unless otherwise stated in the national instrument.

3) In a national instrument

"CSA" means the Canadian Securities Administrators;

"regulator" means, for the local jurisdiction, the person referred to in Appendix D opposite the name of the local jurisdiction;

"securities regulatory authority" means, for the local jurisdiction, the securities commission or similar regulatory authority listed in Appendix C opposite the name of the local jurisdiction;

"Canadian securities regulatory authorities" means the securities commissions and similar regulatory authorities listed in Appendix C;

"blanket rulings and orders" means rulings and orders issued under Canadian securities legislation in certain jurisdictions that are applicable to a class of persons, trades, intended trades, securities, exchange contracts or transactions;

"Canadian securities directions" means the instruments listed in Appendix A;

"securities directions" means, for the local jurisdiction, the instruments listed in Appendix A opposite the name of the local jurisdiction;

"Canadian financial institution" means a bank, loan corporation, trust company, insurance company, treasury branch, credit union or caisse populaire that, in each case, is authorized to carry on business in Canada or a

- exercer son activité au Canada ou dans un territoire, ou la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec;
- « FCPE » : le Fonds canadien de protection des épargnants;
- « législation canadienne en valeurs mobilières » : les lois et autres textes énumérés à l'annexe B;
- « législation en valeurs mobilières » : dans le territoire intéressé, la loi et les autres textes indiqués vis-à-vis du territoire en question à l'annexe B;
- « LIR » : la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada);
- « Loi de 1933 » : le *Securities Act* de 1933 des États-Unis;
- « Loi de 1934 » : le *Securities Act* de 1934 des États-Unis;
- « Manuel de l'ICCA » : le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, dans sa version modifiée;
- « norme canadienne » : une norme désignée comme telle par les ACVM et adoptée par l'autorité en valeurs mobilières;
- « NVGR canadiennes » : les normes de vérification généralement reconnues établies selon le Manuel de l'ICCA;
- « OAR » : un organisme d'autoréglementation ou une bourse;
- « PCGR canadiens » : les principes comptables généralement reconnus établis selon le Manuel de l'ICCA;
- « personne ou société » : pour l'application d'une norme canadienne en Colombie-Britannique, une « person » au sens défini à l'article 1 du *Securities Act* (Colombie-Britannique) et pour l'application d'une norme canadienne au Québec, une « personne » au sens où ce terme est utilisé dans la *Loi sur les valeurs mobilières* (Québec);
- « rapport du vérificateur canadien » : un rapport du vérificateur établi conformément aux NVGR canadiennes;
- « SEC » : la Securities and Exchange Commission des États-Unis;
- « territoire » : une province ou un territoire du Canada, sauf dans le terme « territoire étranger »;
- jurisdiction, or the Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec;
- "CIPF" means the Canadian Investor Protection Fund;
- "Canadian securities legislation" means the statutes and the other instruments listed in Appendix B;
- "securities legislation" means, for the local jurisdiction, the statute and other instruments listed in Appendix B opposite the name of the local jurisdiction;
- "ITA" means the *Income Tax Act* (Canada);
- "1933 Act" means the *Securities Act* of 1933 of the United States of America;
- "1934 Act" means the *Securities Exchange Act* of 1934 of the United States of America;
- "Handbook" means the Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants, as amended from time to time;
- "national instrument" means an instrument described by the CSA as a national instrument, and adopted or made by the securities regulatory authority;
- "Canadian GAAS" means generally accepted auditing standards determined with reference to the Handbook;
- "SRO" means a self-regulatory organization, a self-regulatory body or an exchange.
- "Canadian GAAP" means generally accepted accounting principles determined with reference to the Handbook;
- "person or company", for the purpose of a national instrument in British Columbia, means "person" as defined in section 1 of the *Securities Act* (British Columbia), and for the purpose of a national instrument in Quebec, means "person" as used in the *Securities Act* (Quebec);
- "Canadian auditor's report" means an auditor's report prepared in accordance with Canadian GAAS;
- "SEC" means the Securities and Exchange Commission of the United States of America;
- "jurisdiction" means a province or territory of Canada except when used in the term foreign jurisdiction;

« territoire étranger » : un pays autre que le Canada ou une subdivision politique d'un pays autre que le Canada;

« territoire intéressé » : dans une norme canadienne adoptée par une autorité canadienne en valeurs mobilières, le territoire où se trouve cette autorité;

« texte de mise en oeuvre du territoire » : dans le cas du territoire intéressé, un règlement du gouvernement, un règlement ou une décision de l'autorité canadienne en valeurs mobilières qui met en oeuvre, dans ce territoire, une norme canadienne.

PARTIE 2 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

2.1 Date d'entrée en vigueur — La présente norme canadienne entre en vigueur le 1^{er} avril 1997.

"foreign jurisdiction" means a country other than Canada or a political subdivision of a country other than Canada;

"local jurisdiction" means, in a national instrument adopted or made by a Canadian securities regulatory authority, the jurisdiction in which the Canadian securities regulatory authority is situate; and

"implementing law of a jurisdiction" means, for a local jurisdiction, a regulation, rule, ruling or order of the Canadian securities regulatory authority that implements a national instrument in the local jurisdiction;

PART 2 EFFECTIVE DATE

2.1 **Effective Date** — This National Instrument comes into force on April 1, 1997.

NORME CANADIENNE 14.101

DÉFINITIONS

ANNEXE A

LES DIRECTIVES CANADIENNES
EN VALEURS MOBILIÈRESTERRITOIRE
INTÉRESSÉ

TEXTES

Alberta

Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières

Colombie-Britannique

Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières

Île-du-Prince-Édouard

Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières

Manitoba

Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières

Nouveau-Brunswick

Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières

Nouvelle-Écosse

Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières

Ontario

Néant

Québec

Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières

Saskatchewan

Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières

NATIONAL INSTRUMENT 14-101

DEFINITIONS

APPENDIX A

CANADIAN SECURITIES DIRECTIONS

LOCAL
JURISDICTION

INSTRUMENTS

ALBERTA

The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.

BRITISH
COLUMBIA

The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.

PRINCE EDWARD
ISLAND

The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.

MANITOBA

The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.

NEW BRUNSWICK

The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.

NOVA SCOTIA

The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.

ONTARIO

None.

QUÉBEC

The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.

SASKATCHEWAN

The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.

Terre-Neuve	Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières	NEWFOUNDLAND	The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.
Territoires du Nord-Ouest	Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières	NORTHWEST TERRITORIES	The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.
Territoire du Yukon	Les instructions générales et les interprétations publiées par l'autorité en valeurs mobilières	YUKON TERRITORY	The policy statements and the written interpretations issued by the securities regulatory authority.

NORME CANADIENNE 14-101

DÉFINITIONS

ANNEXE B

LA LÉGISLATION CANADIENNE
EN VALEURS MOBILIÈRES

TERRITOIRE INTÉRESSÉ	TEXTES
Alberta	Le <i>Securities Act</i> , les règlements du gouvernement et de l'autorité en valeurs mobilières pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières
Colombie-Britannique	Le <i>Securities Act</i> , les règlements du gouvernement et de l'autorité en valeurs mobilières pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières
Île-du-Prince-Édouard	Le <i>Securities Act</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières
Manitoba	La <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières
Nouveau-Brunswick	La <i>Loi sur la protection contre les fraudes en matière de valeurs</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions prononcées par l'autorité en valeurs mobilières
Nouvelle-Écosse	Le <i>Securities Act</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières
Ontario	La <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> et les règlements du gouvernement et de l'autorité en valeurs mobilières pris en application de cette loi

NATIONAL INSTRUMENT 14-101

DEFINITIONS

APPENDIX B

CANADIAN SECURITIES
LEGISLATION

LOCAL JURISDICTION	STATUTE AND OTHER INSTRUMENTS
ALBERTA	Securities Act and the regulations and rules under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
BRITISH COLUMBIA	Securities Act and the regulations, rules and forms under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
PRINCE EDWARD ISLAND	Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
MANITOBA	The Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
NEW BRUNSWICK	Security Frauds Prevention Act and the regulations under that Act and the orders issued by the securities regulatory authority.
NOVA SCOTIA	Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
ONTARIO	Securities Act and the regulations and rules under that Act.

Québec	La <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières	QUÉBEC	Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
Saskatchewan	Le <i>Securities Act</i> , les règlements du gouvernement et de l'autorité en valeurs mobilières pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières	SASKATCHEWAN	The Securities Act and the regulations and rules under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
Terre-Neuve	Le <i>Securities Act</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières	NEWFOUNDLAND	The Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
Territoires du Nord-Ouest	Le <i>Securities Act</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières	NORTHWEST TERRITORIES	Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.
Territoire du Yukon	Le <i>Securities Act</i> , les règlements pris en application de cette loi et les décisions générales prononcées par l'autorité en valeurs mobilières	YUKON TERRITORY	Securities Act and the regulations under that Act and the blanket rulings and orders issued by the securities regulatory authority.

NORME CANADIENNE 14-101

DÉFINITIONS

ANNEXE C

LES AUTORITÉS CANADIENNES
EN VALEURS MOBILIÈRES

TERRITOIRE INTÉRESSÉ	AUTORITÉ EN VALEURS MOBILIÈRES
Alberta	<i>Alberta Securities Commission</i>
Colombie- Britannique	<i>British Columbia Securities Commission</i>
Île-du-Prince- Édouard	<i>Registrar of Securities, Île-du- Prince-Édouard</i>
Manitoba	Commission des valeurs mobilières du Manitoba
Nouveau- Brunswick	Bureau de l'administrateur, Nouveau-Brunswick
Nouvelle-Écosse	<i>Nova Scotia Securities Commission</i>
Ontario	Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Québec	Commission des valeurs mobilières du Québec
Saskatchewan	<i>Saskatchewan Securities Commission</i>
Terre-Neuve	<i>Securities Commission of Newfoundland</i>
Territoires du Nord-Ouest	<i>Securities Registry, Government of the Northwest Territories</i>
Territoire du Yukon	<i>Registrar of Securities, Government of the Yukon Territory</i>

NATIONAL INSTRUMENT 14-101

DEFINITIONS

APPENDIX C

CANADIAN SECURITIES
REGULATORY AUTHORITIES

LOCAL JURISDICTION	SECURITIES REGULATORY AUTHORITY
ALBERTA	Alberta Securities Commission
BRITISH COLUMBIA	British Columbia Securities Commission
PRINCE EDWARD ISLAND	Registrar of Securities, Prince Edward Island
MANITOBA	The Manitoba Securities Commission
NEW BRUNSWICK	Office of the Administrator, New Brunswick
NOVA SCOTIA	Nova Scotia Securities Commission
ONTARIO	Ontario Securities Commission
QUÉBEC	<i>The Commission des valeurs mobilières du Québec</i>
SASKATCHEWAN	Saskatchewan Securities Commission
NEWFOUNDLAND	Securities Commission of Newfoundland
NORTHWEST TERRITORIES	Securities Registry, Government of the Northwest Territories
YUKON TERRITORY	Registrar of Securities, Government of the Yukon Territory

NORME CANADIENNE 14-101

DÉFINITIONS

ANNEXE D

L'AGENT RESPONSABLE¹

TERRITOIRE INTÉRESSÉ	AGENT RESPONSABLE
Alberta	Executive Director, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Alberta)
Colombie-Britannique	Executive Director, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Colombie-Britannique)
Île-du-Prince-Édouard	Registrar of Securities, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Île-du-Prince-Édouard)
Manitoba	Le Directeur, au sens du paragraphe 4(1) de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Manitoba)
Nouveau-Brunswick	L'Administrateur, au sens de l'article 1 de la <i>Loi sur la protection contre les fraudes en matière de valeurs</i> (Nouveau-Brunswick)
Nouvelle-Écosse	Director of Securities, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Nouvelle-Écosse)
Ontario	Le Directeur, au sens de l'article 1 de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Ontario)
Québec	La Commission des valeurs mobilières du Québec, continuée selon la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> (Québec)
Saskatchewan	Director, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Saskatchewan)
Terre-Neuve	Director of Securities, désigné selon l'article 7 du <i>Securities Act</i> (Terre-Neuve)

NATIONAL INSTRUMENT 14-101

DEFINITIONS

APPENDIX D

REGULATOR

LOCAL JURISDICTION	REGULATOR
ALBERTA	Executive Director, as defined under Section 1 of the <i>Securities Act</i> (Alberta).
BRITISH COLUMBIA	Executive Director, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (British Columbia).
PRINCE EDWARD ISLAND	Registrar of Securities, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (Prince Edward Island).
MANITOBA	Director, as defined under subsection 4(1) of the <i>Securities Act</i> (Manitoba).
NEW BRUNSWICK	Administrator of Securities, as defined under section 1 of the <i>Security Frauds Prevention Act</i> (New Brunswick).
NOVA SCOTIA	Director of Securities, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (Nova Scotia).
ONTARIO	Director, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (Ontario).
QUEBEC	The <i>Commission des valeurs mobilières du Québec</i> continued under the <i>Securities Act</i> (Québec).
SASKATCHEWAN	Director, as defined in section 1 of the <i>Securities Act</i> (Saskatchewan).
NEWFOUNDLAND	Director of Securities, designated under under section 7 of the <i>Securities Act</i> (Newfoundland).

Territoires du Nord-Ouest	Registrar of Securities, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Territoires du Nord-Ouest)	NORTHWEST TERRITORIES	Registrar of Securities, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (Northwest Territories).
Territoire du Yukon	Registrar of Securities, au sens de l'article 1 du <i>Securities Act</i> (Territoire du Yukon)	YUKON TERRITORY	Registrar of Securities, as defined under section 1 of the <i>Securities Act</i> (Yukon Territory).

¹ Le titre indiqué pour chaque territoire correspond généralement au fonctionnaire ayant le rang le plus élevé au sein de l'autorité en valeurs mobilières intéressée. Toutefois, dans certains cas, ce fonctionnaire peut déléguer à un autre un pouvoir prévu par une norme canadienne particulière et, dans d'autres cas, la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé prévoit plus d'un fonctionnaire ayant ce titre.